

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

dernier porte le n° 1213 et non pas 1214)

Hebdomadaire - n° 1215 - 16 juillet 1987 - 2 F

D 1215 HONDURAS: CONFLIT DE TERRES DANS LE YORO

Comme la plupart des autres pays d'Amérique latine, le Honduras a des problèmes de réforme agraire. La population est rurale à plus de 60% et on estime à plus de 150.000 les familles de paysans sans terres. Le plan économique du gouvernement - "Stratégie nationale de développement 1986-1989" - reconnaît que 45% des quelque 4 millions d'habitants vit "en conditions de subsistance". Aux difficultés d'une hypothétique réforme agraire en faveur des paysans sans terre s'ajoutent les déplacements de populations rurales pour cause de présence sur territoire hondurien des forces militaires de l'opposition armée nicaraguayenne. En début de mai 1987, des occupations sauvages de terre avaient lieu dans le département du Yoro. Ci-dessous, une information sur cette affaire. A la mi-mai 70.000 paysans occupaient de la même façon 20.000 hectares dans tout le pays, et les organisations paysannes occupaient le siège de l'Institut national agraire (INA) en demandant la démission de son directeur.

Note DIAL

COMMUNIQUÉ DU CONSEIL PASTORAL DE LA ZONE APOSTOLIQUE DU YORO

Notre conseil pastoral est constitué des curés, des religieuses et des responsables ecclésiastiques laïcs des paroisses d'Urraco-Toyos, d'El Progreso, Negrito-Morazán, Sulaco-Victoria et Yoro. Réuni statutairement en session ordinaire au Centre de formation San Ignacio de Loyola de Sulaco (Yoro), les 7 et 8 mai 1987, le conseil a suivi avec un soin évangélique les développements d'un vieux conflit de possession de terres à Las Vegas (Victoria), dans lequel un groupe de familles paysannes est aux prises avec un propriétaire terrien occupant actuellement ces terres.

Devant cette situation de conflit qui implique de part et d'autre nos frères dans la foi, mais qui affecte tout particulièrement nos frères les plus pauvres et dans le besoin, nous sommes dans l'obligation de délivrer une parole évangélique pour orienter les uns et les autres vers une solution à la fois juste, pacifique et fraternelle.

Nous constatons en premier lieu que, le mercredi 6 mai, sur Radio-América dans son bulletin de 15 H, une certaine "association de paysans" de Victoria a publiquement accusé les Pères Patricio Wade et Roberto Voss, respectivement ancien et actuel curé de Sulaco-Victoria, d'être les instigateurs des occupations de terres, ainsi que les religieuses et les collaborateurs laïcs travaillant dans la pastorale paroissiale avec la mission canonique de leurs légitimes supérieurs ecclésiastiques. Devant une telle accusation notre conseil pastoral se voit dans l'obligation impérieuse, premièrement, d'apporter son soutien inconditionnel aux deux prêtres pionniers, aux religieuses et aux collaborateurs laïcs pour leur labeur pastoral constant, insoupçonnable et désintéressé; deuxièmement, de rejeter publiquement parce que fausses, calomnieuses et injurieuses les charges qui, contre toute évidence, leur sont imputées.

En second lieu, et pour l'information due aux fidèles et au public en général, nous tenons à rapporter les faits tels que nous les vivons ici de près:

1) Un groupe de paysans de Las Vegas (Victoria) font des démarches depuis 1978, mais en vain, pour obtenir l'adjudication de quelque 400 *manzanas* (1) de terres que les paysans considèrent pour diverses raisons comme étant de l'Etat - alors que M. Guillermo Oviedo les estime être à lui et faire partie d'une propriété de quelques 6000 *manzanas* - et qu'en conséquence les paysans estiment y avoir droit conformément à la loi de réforme agraire en vigueur.

2) Le groupe est constitué de 24 familles, dont 8 des membres sont des délégués de la Parole de Dieu. Ceux-ci revendiquent non en tant que responsables ecclésiastiques et encore moins sous l'instigation de l'Eglise, mais en qualité de paysans ayant besoin de terres.

3) Récemment, et aux seules fins de pousser l'Institut national agraire (INA) à régler définitivement le cas, le groupe a pris pacifiquement possession de 400 *manzanas* réclamées, en prenant soin de remettre le bétail du domaine à ses propriétaires en présence des fonctionnaires de l'INA qui en ont été témoins.

4) violemment expulsés par la force publique, 17 des occupants ont été arrêtés et se trouvent emprisonnés au pénitencier de Yoro sous l'accusation - dit-on - de vol de bétail et autres délits que personne ne pourra prouver devant les tribunaux puisqu'ils sont faux.

Devant ces faits, le conseil pastoral:

- premièrement, déplore les lenteurs et l'indécision de l'INA qui retarde indéfiniment l'examen des demandes, menant ainsi les paysans sans terre au bord du désespoir et à des actions souvent suivies de violences et même de morts;
- deuxièmement, regrette que certains propriétaires terriens et éleveurs se refusent obstinément à ce que des terres qu'ils occupent et qui sont souvent importantes et mal exploitées, tombent sous le coup de la réforme agraire prévue par la loi;
- troisièmement, encourage les paysans à savoir discerner à la lumière de l'Evangile les droits de chacun et à trouver dans le même Evangile la force nécessaire pour continuer de lutter, avec tous les moyens pacifiques à leur disposition, jusqu'à l'obtention de la part de terre et de bien commun qui revient à tout Hondurien.

L'Eglise a pour mission de promouvoir le développement intégral de la personne humaine. En conséquence elle pousse les fidèles de notre zone pastorale du Yoro à découvrir les causes de la grave situation de pauvreté et de sous-développement dans laquelle vivent des milliers de personnes de ce département, en particulier des communes englobant la paroisse de l'Immaculée-Conception de Sulaco et son annexe de Notre-Seigneur d'Esquipulas de Victoria, afin d'y apporter tous ensemble les remèdes convenables. L'Eglise nous enseigne que la vie, la nourriture et la santé sont les droits fondamentaux de la personne, et que le droit de propriété n'est valide qu'en tant qu'il respecte la fonction sociale impérative de service des droits fondamentaux de tous les hommes, en particulier de ceux qui sont le plus dans le besoin.

L'Eglise est mère de tous: des riches comme des pauvres. Mais c'est précisément parce qu'elle est mère qu'elle a une particulière sollicitude pour les pauvres, ses fils qui sont les plus dans le besoin. C'est la doctrine et la pratique que le pape est venue nous prêcher ici, en Amérique centrale, voici quatre ans. Et c'est ce qu'il est venu de prêcher tout dernièrement au Brésil, en Uruguay et au Chili.

L'Eglise est pacifique et elle ne prône pas les moyens violents. Mais elle ne peut en aucune manière être absente quand ses fils les plus pauvres s'efforcent d'instaurer des structures économiques et sociales plus justes et plus humaines.

C'est cette Eglise que servent fidèlement les curés, les religieuses et les délégués de la Parole de la paroisse de Sulaco-Victoria. En témoigne ce conseil pastoral de la zone apostolique de Yoro.

Faustino Boado s.j.

vicaire épiscopal de la zone pastorale de Yoro

Sula, le 8 mai 1987

[1] Manzana: 0, 83 hectare [NdT].

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 320 F - Etranger 380 F - Avion 450 F
Direct. Charles ANTOINE - Imp. DIAL - Com. par. presse 56249 - ISSN 0399-6441